

Aziliz GOUEZ

Responsable des recherches de *Notre Europe* sur l'identité européenne, elle a conçu le projet « Fabriques de l'Europe », qui interroge la façon dont l'Europe se vit et se construit au quotidien. Fruit de recherches croisées entre l'Italie et la Roumanie, la Pologne et l'Irlande, la Serbie et la Suède, ce projet met au jour de nouveaux espaces transnationaux apparus à la faveur de l'élargissement européen, les espoirs et les tensions qui les traversent.

Cristina STĂNCULESCU

Elle a pris part au projet «Fabriques de l'Europe» durant la durée de son stage à *Notre Europe*, concourant notamment à la mise en oeuvre des recherches de terrain conduites en Roumanie au printemps 2008. Cristina Stănculescu est aujourd'hui assistante de cours à l'ULB et chercheuse au CEVIPOI.

Fabriques de l'Europe

« Nous autres Roumains avons depuis toujours rêvé 'd'entrer en Europe'. Nous avons depuis toujours tourné nos regards vers l'Occident dont, pour des raisons subjectives mais aussi et surtout objectives – les Turcs, les Russes, le communisme – nous sommes restés séparés par un inexorable décalage. »
[Ana Blandiana, entretien *Notre Europe*, mai 2008].

Vingt ans après la Révolution qui a mis fin au régime de Ceaușescu, ces mots de la poétesse Ana Blandiana sont-ils en passe de devenir obsolètes ? L'adhésion de leur pays à l'Union européenne, 1^{er} janvier 2007, a-t-elle permis aux Roumains de matérialiser leur rêve séculaire d'intégration à l'Occident? Comment vivent-ils leur nouveau statut? Ont-ils ajusté la carte du familier apprise des manuels scolaires de l'époque communiste pour l'adapter aux dimensions de l'Europe nouvelle? C'est à travers un voyage dans l'Ouest de la Roumanie, dans la région de Timișoara, que cette étude de cas réalisée dans le cadre du projet «Fabriques de l'Europe» interroge les bouleversements identitaires suscités par l'intégration de la Roumanie à l'ordre européen de l'après-guerre froide.

www.notre-europe.eu
e-mail : info@notre-europe.eu

Timișoara , un chantier identitaire aux confins de l'Europe

Cristina STĂNCULESCU





Timișoara, un chantier identitaire aux confins de l'Europe

par Cristina Stănculescu

sous la direction de Aziliz GOUEZ



Cristina STĂNCULESCU

Née à Câmpulung, une petite ville au pied des Carpates, Cristina a entamé des études de sciences politiques en Roumanie et les a poursuivies à Bruxelles puis à Paris. Les trois années passées à Bucarest aurait pu la faire passer à Timisoara par une « mitica » (terme péjoratif attribué par les Banatais aux habitants de la capitale). Heureusement ce ne fut pas le cas et, au bout du compte, les « Fabriques de l'Europe » auront permis à Cristina, longtemps intéressée par l'espace ouest-européen, de redécouvrir son pays.

Notre Europe

Notre Europe est un laboratoire de pensée indépendant dédié à l'unité européenne. Sous l'impulsion de Jacques Delors, l'association a l'ambition depuis 1996 de « penser l'unité européenne ».

Elle souhaite contribuer aux débats d'actualité avec le recul de l'analyse et la pertinence des propositions d'action en vue d'une union plus étroite des peuples d'Europe. Elle a également pour objectif de promouvoir l'implication active des citoyens et de la société civile dans le processus de construction communautaire et l'émergence d'un espace public européen.

Dans cette optique, Notre Europe mène des travaux de recherche, produit et diffuse des analyses sous formes de courtes notes, d'études et d'articles, et organise des rencontres publiques et des séminaires de réflexion. Ses analyses et propositions se concentrent autour de quatre thématiques :

- *Visions d'Europe* : la méthode communautaire, l'approfondissement et l'élargissement de l'Union européenne, le projet européen sont une œuvre en perpétuel mouvement. Notre Europe s'efforce de tracer une voie dans la multitude des futurs possibles.

- *La démocratie européenne en action : la démocratie se construit au quotidien. Notre Europe croit que l'intégration européenne concerne tous les citoyens, acteurs de la société civile et niveaux d'autorité dans l'Union et cherche donc à dégager les voies pour renforcer la démocratie européenne.*
- *Coopération, compétition et solidarité : « La compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit » sont l'essence du contrat européen selon Jacques Delors. Fidèle à cette vision, Notre Europe explore et avance des solutions innovantes en matière économique, sociale et de développement durable.*
- *Europe et gouvernance mondiale : modèle original de gouvernance dans un monde de plus en plus ouvert, l'Union européenne a un rôle croissant à jouer sur la scène internationale et pour le développement d'une gouvernance mondiale efficace, que Notre Europe contribue à définir.*

Successivement présidée par Jacques Delors (1996-2004), Pascal Lamy (2004-05), et Tommaso Padoa-Schioppa (depuis novembre 2005), Notre Europe vise une stricte indépendance de pensée et œuvre dans le sens du bien public. C'est pourquoi l'ensemble de ses travaux est accessible gratuitement via son site Internet, en français et en anglais : www.notre-europe.eu.

Résumé

« **N**ous autres Roumains avons depuis toujours rêvé 'd'entrer en Europe'. Nous avons depuis toujours tourné nos regards vers l'Occident dont, pour des raisons subjectives mais aussi et surtout objectives – les Turcs, les Russes, le communisme – nous sommes restés séparés par un inexorable décalage » [Ana Blandiana, entretien *Notre Europe*, mai 2008].

Vingt ans après la Révolution qui a mis fin au régime de Ceaușescu, ces mots de la poétesse Ana Blandiana sont-ils en passe de devenir obsolètes? L'adhésion de leur pays à l'Union européenne, 1^{er} janvier 2007, a-t-elle permis aux Roumains de matérialiser leur rêve séculaire d'intégration à l'Occident? Comment vivent-ils leur nouveau statut? Ont-ils ajusté la carte du familier apprise des manuels scolaires de l'époque communiste pour l'adapter aux dimensions de l'Europe nouvelle? C'est à travers un voyage dans l'Ouest de la Roumanie, dans la région de Timișoara, que cette étude de cas réalisée dans le cadre du projet «Fabriques de l'Europe» interroge les bouleversements identitaires suscités par l'intégration de la Roumanie à l'ordre européen de l'après-guerre froide.

Table des matières

Introduction	P. 1
I - Un territoire en condition de frontière	P. 7
1.1 Une modernisation sous le signe de la Cour de Vienne	P. 8
1.2 Une porte vers l'Occident de la Roumanie	P. 11
II – Révolution et évolutions du monde du travail après 1989	P. 13
2.1 Sur la trace des entrepreneurs	P. 14
2.2 Sur la trace des travailleurs	P. 21
III - Nouveaux horizons, nouvelles frontières identitaires	P. 25
3.1 « Le Banat n'est pas la Transylvanie. Le Banat n'est pas la Roumanie »	P. 26
3.2 « Je ressens une certaine suspicion, une atmosphère tendue qui n'existait pas avant et qui n'a pas lieu d'être »	P. 28
3.3 « Je considère que je suis européen, mais je suis convaincu qu'en tant que Roumain, je ne le mérite pas... »	P. 30
Conclusion	P. 33
Bibliographie	P. 37

Introduction

Le 1^{er} janvier 2007, la logistique et le personnel de dix-neuf bureaux douaniers roumains sont transférés des frontières avec la Hongrie et la Bulgarie vers celles avec l'Ukraine, la Moldavie et la Serbie. A leur place et en accord avec le nouveau statut de la Roumanie de membre de plein droit de l'Union européenne, des postes frontières communs sont aménagés : dorénavant les douaniers hongrois et roumains assureront ensemble le contrôle de la frontière ouest de la Roumanie ; les Bulgares et les Roumains feront de même pour la frontière sud.

Toujours le 1^{er} janvier 2007, les postes de douane nouvellement créés enregistrent un taux de passage record pour cette date de l'année. Des milliers de Roumains vont jusqu'aux villes hongroises ou bulgares les plus proches afin de se convaincre que l'union avec l'Europe est tangible. Ils passent les frontières afin de se démontrer que, désormais, ils sont bien des « citoyens européens ».

Rien n'est plus intéressant dans cette traversée que de questionner sa portée : au-delà de ses dimensions matérielles, quelles sont ses implications sur le plan identitaire et symbolique ?

Les cartes, les barrières, les démarcations, les bornes, les séparations sont essentiellement des constructions mentales. C'est l'homme qui imagine les frontières, c'est l'homme qui les trace, c'est l'homme qui leur donne un sens et une existence. En retour, comme Simmel le dit, la frontière « devient une énergie vivante [...] qui se glisse entre les deux parties comme une force physique qui exerce une répulsion des deux côtés »¹. Et parfois elle demeure, bien que la raison de son invention puisse disparaître².

La carte de l'Europe est en train de se redessiner sous nos yeux. Au milieu des années 1980 notre continent n'offrait « que barrières, douanes, formalités et embarras bureaucratiques »³. Aujourd'hui, l'Union européenne est un espace qui permet la circulation, le contact et l'échange. En l'espace de vingt ans, nombre d'entraves ayant été abolies, l'Europe est devenue plus concrète pour ses habitants. Mais ceux-ci refaçonnent-ils dans leurs esprits la carte de l'Europe aussi vite que le fait la législation communautaire ?

Les Roumains, derniers reliés à l'Europe sans barrières internes, ont-ils gommé en même temps les postes douaniers de leurs cartes mentales ? Peut-on dire qu'avec chaque conversation en roumain qu'on entend en Italie, en France, en Irlande ou en Espagne, ou qu'avec chaque discussion en anglais, français ou italien qui se tient à Bucarest, Iași, Cluj ou Timișoara les Roumains élargissent la carte du familier qu'ils ont apprise des manuels scolaires ? Peut-on considérer qu'une nouvelle géographie de l'imagination, des émotions et des croyances, en accord avec la nouvelle forme de l'Europe, est en voie de construction ?

C'est notamment le souhait de répondre à ces questions qui a guidé la recherche se trouvant à la base de la présente étude de cas. Désireux de réfléchir aux transformations identitaires dans le contexte des nouvelles dynamiques européennes, notre point de départ a été une ville de l'Ouest de la Roumanie : Timișoara. Pourquoi ce choix ? D'abord parce que cette ville est le cœur d'une région qui n'a jamais cessé d'être aux confins d'empires et de pays aux noms changeants. Autrefois un territoire autonome, la région de Timișoara, appelée historiquement le Banat, est

aujourd'hui divisée entre la Roumanie, la Serbie et la Hongrie. Les unifications, les dissolutions, les réductions ou les expansions territoriales des entités politiques qui ont entouré le Banat au fil de l'histoire ont eu des effets réels sur la vie des Banatais, mais aussi sur leur sentiment d'appartenance, leurs anecdotes, leurs mémoires, les légendes qu'ils se racontent. Et de nos jours les Banatais sont peut-être les premiers parmi les Roumains à ressentir la nouvelle cartographie européenne.

Ensuite, c'est le statut des zones frontières dans le projet européen qui nous a incité à choisir la région de Timișoara comme cadre de notre étude. Ces zones ne doivent plus être comprises comme des espaces entre deux parties, mais comme des territoires de transition, comme des surfaces qui lient. Le travail de connexion (mais aussi, nous le verrons, de disjonction) européenne se fait ressentir de manière particulière aux frontières. Les mutations du Banat, « province frontalière⁴ », sont ainsi symptomatiques à la fois de la dynamique européenne d'ouverture et d'échange et du sort de la Roumanie dans cette Europe nouvelle.

Je partirai dans cette étude de deux notions connexes à celle de « frontière » : celle de « porte » et celle de « pont », telles qu'elles sont définies par Georg Simmel⁵. Les hommes sont ceux qui « à chaque instant séparent le relié ou qui relient le séparé ». Ils sont ceux qui créent « des portes », images par excellence de la scission de l'« uniformité continue » que l'être humain est capable de produire. Les portes ne sont autre chose que l'image « du point-frontière où l'homme, en permanence, se tient ou peut se tenir ».

Pendant cinquante ans, les Roumains se sont retrouvés derrière une porte fermée. Tout au long de la période communiste, les autorités roumaines ont exercé des politiques extrêmement restrictives quant au droit de sortie du territoire national. Dans cette même logique les visites des étrangers⁶, vus comme une menace potentielle pour le régime en place, étaient attentivement surveillées et chaque citoyen

1 Georg SIMMEL, *Sociologie. Etudes sur les formes de la socialisation*, Paris, PUF, 1999, p.608

2 Michel FOUCHER, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1988, p.24

3 Jacques DELORS, *Le nouveau concert européen*, Paris, Ed. Odile Jacob, 1992, p.29

4 Valeriu LEU, « Le « Banat impérial », *Le Banat : un Eldorado aux confins*, Hors série N°4 de *Cultures d'Europe centrale*, Université de Paris – Sorbonne (Paris IV), 2007, p.41

5 Voir Georg Simmel, « Pont et porte », *La tragédie de la culture et d'autres essais*, Paris, Editions Rivages, 1988, pp.161-168

6 Focus Migration, *Country Profile : Romania*, No.9, Septembre 2009, http://www.focus-migration.de/typo3_upload/groups/3/focus_Migration_Publikationen/Laenderprofile/CP_09_Romania.pdf

roumain était tenu d'informer les autorités s'il abritait un étranger. Le régime communiste roumain a rendu ses citoyens prisonniers de leur propre territoire.

Après 1989 la porte a commencé peu-à-peu à s'ouvrir : les frontières de la Roumanie se sont progressivement assouplies. Le changement de régime politique et les réformes ainsi induites, tout comme le rapprochement avec l'Union européenne, ont engendré des dynamiques nouvelles tant au niveau économique qu'aux niveaux politique et social. Des ponts de plus en plus nombreux ont vu le jour entre la Roumanie et ses partenaires européens. Ces ponts, symboles par excellence de l'abolition des séparations, ont été d'abord imaginés et ensuite construits par des entrepreneurs, des travailleurs, des étudiants ou des touristes, qu'ils soient étrangers ou roumains, qui ont traversé les frontières pour s'engager dans des échanges avec ceux qui se trouvaient au-delà.

A contrario, les vingt dernières années sont aussi synonymes de la construction et du renforcement des distances qui séparent les Roumains de ceux qui ne prennent pas encore part à la construction de l'Europe institutionnelle. Ainsi, tandis que les mouvements des Roumains vers l'Ouest ont été progressivement facilités, des visas ont été introduits pour les Serbes ou les Moldaves⁷ désirant entrer sur le territoire roumain.

Les notions de pont et de porte renvoient d'abord à une réalité tangible. A travers les passeports, les visas, les files d'attente à la frontière, elles sont ancrées dans la matérialité de notre vie quotidienne. Pourtant, une porte est au moins autant une frontière imaginaire, et son effacement peut laisser la place à la construction d'un pont, mais ne l'implique pas. Un pont ne naît pas en mettant pierre sur pierre pour relier deux côtés. Il faut que le pont soit tracé dans les esprits pour qu'il existe réellement.

C'est dans cette optique que, dans les pages qui suivent, je m'attache à questionner les effets que les bouleversements matériels intervenus ces dernières années dans le Banat ont eu sur les ponts et portes imaginaires des habitants de la région. Ce faisant je m'emploierai à décrire la manière dont les Banatais se rap-

⁷ Sauf pour ceux des citoyens Moldaves qui, ayant pu prouver une parenté directe avec la Roumanie, ont demandé et obtenu un passeport roumain.

portent aux autres – Roumains, Serbes ou Européens – à la lumière des nouvelles dynamiques auxquelles ils participent.

La recherche que nous avons conduite dans la région de Timișoara avec la petite équipe de *Notre Europe*⁸ a pris la forme d'une enquête de terrain, menée au printemps 2008 (c'est-à-dire avant que les effets de la crise économique ne se fassent sentir dans le Banat). Nous avons visité institutions publiques, usines, ateliers, universités, et conduit de nombreux entretiens avec différents types d'acteurs : entrepreneurs (roumains et étrangers), ouvriers, agents de recrutement et responsables de ressources humaines, autorités locales (maire, préfet, recteur de l'Université Polytechnique), responsables associatifs et intellectuels de la ville. A travers ces conversations formelles ou informelles (parfois même de brefs échanges) nous avons essayé de comprendre ce qui se joue au niveau identitaire pour ces gens qui sont, d'une manière ou d'une autre, engagés dans des échanges à dimension européenne.

Avant d'examiner la question des mutations identitaires des habitants de la ville de Timișoara dans le contexte du développement des nouveaux échanges européens, je commencerai par évoquer l'histoire des frontières changeantes du Banat, dans le but d'éclaircir ce que « être Banatais » et « être *Timișorean*⁹ » veulent dire. Ensuite, j'examinerai les logiques économiques et sociales dans lesquelles se trouve prise la ville de Timișoara à travers l'évocation du parcours de trois « entrepreneurs-type », puis une courte analyse des trajectoires des travailleurs roumains qui émigrent vers l'Ouest. La dernière partie de cette contribution sera destinée à l'exploration des transformations de l'imaginaire identitaire des habitants de la ville de Timișoara. Cette analyse sera faite dans une logique de jeu de miroir, car nous observerons la manière dont les Banatais se perçoivent eux-mêmes à travers leurs discours sur les autres Roumains, sur leurs voisins serbes et sur « les Européens ».

⁸ Sous la direction d'Aziliz Gouez, chargée d'études à *Notre Europe* et conceptrice du projet, avec la participation de Ute Guder (*Notre Europe*) et de l'anthropologue Lynda Dematteo (LAIOS, CNRS-EHESS)

⁹ Habitant de Timișoara

I - Un territoire en condition de frontière

Le mot serbo-croate pour « frontière » est « *granice* ». Le mot bulgare est *граница* (en alphabet latin « *granica* »). Le mot allemand est « *grenze* ». Le mot hongrois est « *határ* ». Dans les langues latines, le terme « front » a été à la base des différentes appellations de la frontière : « *frontera* » en espagnol, « *frontiera* » en italien, « *fronteira* » en portugais. Quel meilleur indice de la place de la Roumanie sur la carte de l'Europe que le fait qu'en roumain on retrouve tous ces termes : la frontière se dit « *frontieră* », mais aussi « *hotar* » ou « *graniță* ». Les Roumains ont des mots pour se comprendre avec les peuples latins, les Allemands, les Slaves et les Hongrois. Ils ont été, depuis longtemps, au croisement des chemins entre l'Orient et l'Occident, entre les alphabets latin, grec et cyrillique, entre les Balkans et l'Europe centrale, entre l'orthodoxie et le catholicisme, entre les Latins, les Grecs, les Turcs, les Slaves et les Magyars.

Les provinces qui forment aujourd'hui la Roumanie, ce jeune Etat-nation, se sont trouvés au fil de l'histoire sous l'influence des différentes entités politiques qui les entouraient. Pendant cinq siècles la Moldavie, la Transylvanie et la Valachie se sont trouvées sur les lignes de heurts entre les grands empires. Elles étaient à la fois un front et une frontière pour ceux qui les contrôlaient, « des marches

aux contours imprécis et mouvantes » et des « fronts militaires discontinus sur lesquels, habituellement, les troupes faisaient frontière »¹⁰.

Le statut de la région de Timișoara, territoire roumain depuis la fin de la Première Guerre mondiale s'inscrit dans cette même logique, car elle a appartenu au fil des siècles aux Hongrois, aux Ottomans, à la Cour de Vienne, à l'Empire d'Autriche-Hongrie puis enfin à la Roumanie. Ainsi, dans cet espace banatais bien défini géographiquement – le Mureș à l'Est, la Tisa à l'Ouest, le Danube au Sud et les Carpates au Nord – ont cohabité des Roumains, des Hongrois, des Turcs, des Alsaciens, des Souabes, des Serbes, des Tchèques, et bien d'autres. Et même si son nom ne recouvre plus aujourd'hui une division territoriale effective, le Banat continue d'exister dans les imaginaires de ses habitants.

1.1 Une modernisation sous le signe de la Cour de Vienne

La « condition de frontière » qui caractérise le Banat¹¹ se manifeste dès les Xe et XIe siècles, quand les Hongrois occupent progressivement la région pour en faire leur marche sud-est, au croisement des routes commerciales et militaires du Royaume de Hongrie. Deux siècles plus tard, au moment de l'expansion ottomane, ce positionnement de la région en fait un point de défense stratégique pour les Hongrois. Timișoara, la cité la plus importante de la région (et qui fût pour une brève période la résidence royale de Charles Robert d'Anjou), constitue ainsi l'un des bastions de la lutte hongroise contre l'Empire ottoman.

Après 1551, la région garde la même condition de « front », mais cette fois-ci en tant que territoire ottoman. Elle constitue pour la Sublime Porte un territoire pivot pour le contrôle du territoire hongrois et des futures provinces roumaines.

¹⁰ Denis MENJOT, *Les villes Frontière (Moyen-âge-Epoque moderne)*, Paris, L'Harmattan, 1996, p.5

¹¹ Le nom « Banat » trouve ses origines dans le terme « *ban* ». Le mot « *banat* » était utilisé « au Moyen Âge, dans le Sud-Est de l'Europe, pour désigner une fonction militaro-administrative, et le territoire sur lequel cette fonction s'exerçait. Dans le Sud-Est de l'Europe il y a eu, en ce temps-là, plusieurs Banats. En Croatie, il y avait des dignitaires que l'on désignait par le mot *ban*, tout comme en Bosnie, dont le territoire était une *Banovina*. Dans cette zone, le terme de *Ban* semble avoir été le correspondant du *Markgraf* (margrave) dans l'espace germanique, à savoir le gouverneur d'une région frontalière, ayant des attributions militaires importantes » : Vasile DOCEA, « A la recherche du Banat perdu », in *Le Banat : un Eldorado aux confins*, Hors série N°4 de *Cultures d'Europe centrale*, Université de Paris – Sorbonne (Paris IV), 2007, p.57

Deux cent ans plus tard, l'histoire se répète, mais cette fois-ci les protagonistes sont les Autrichiens. Après qu'elle a conquis la cité de Timișoara et ses environs en 1716, la Cour de Habsbourg lui offre un statut militaire spécial et la place directement sous l'autorité du Conseil Militaire de Vienne. Le Banat occupe alors une position vitale pour la défense de la frontière sud de l'Empire contre les Ottomans.

Lorsqu'ils s'emparent de la région, les Autrichiens trouvent un Banat dévasté par les campagnes militaires : « des villes et des villages furent détruits, la terre riche et fertile a été négligée et la population dispersée »¹². Ils y entament alors un processus de modernisation à grande échelle. Pour les Banatais d'aujourd'hui cette période marque le vrai « point zéro » de l'histoire de leur région. L'arrivée de la Maison de Habsbourg signifie a posteriori pour eux « l'entrée en Europe de Timișoara »¹³.

Le processus de modernisation conduit par la Cour de Vienne commence par une politique de colonisation : en leur assurant le transport, de la terre, un peu d'argent et des réductions de taxes, Marie-Thérèse fait appel à des populations des quatre coins de l'Empire. Des Souabes, des francophones du Luxembourg, de Lorraine et de Belgique, des Italiens, des Catalans viennent ainsi s'installer sur le sol banatais. Ils sont rejoints par des Bulgares catholiques, des Tchèques et, plus tard, des Juifs¹⁴.

Toutes ces populations participent à la reconstruction du Banat et de Timișoara qui se fait selon « une vision typique du Siècle des Lumières et du réformisme autrichien », c'est-à-dire, selon les mots d'une intellectuelle locale, suivant des principes de « rationalité, de pragmatisme et d'émancipation »¹⁵. Les villages et les villes sont rasés et redessinés « sur planchette, rigoureusement, raisonnablement, efficacement »¹⁶. Timișoara est complètement rebâtie. Les bâtiments d'inspiration ottomane ou gothique sont remplacés par des places pavées, des

¹² Judy BATT, « Reinventing Banat » dans *Regional and Federal Studies*, 12:2, 2002, p.180

¹³ Ioan HATEGAN, entretien réalisé à Timișoara, le 25 avril 2008

¹⁴ *Idem*

¹⁵ Adriana BABETI, *Le Banat : un Eldorado aux confins*, Hors série N°4 de *Cultures d'Europe centrale*, Université de Paris – Sorbonne (Paris IV), 2007.

¹⁶ Adriana BABETI, entretien réalisé à Timișoara, le 30 avril 2008

rues rectangulaires et des édifices de style baroque. Au-delà des murs de la ville, qui reste fortifiée, se développent différents quartiers : *Iosefin* (du nom de l'Impératrice), qui accueille principalement des Souabes ; le *Mehala*, habité majoritairement par des orthodoxes ; ou encore *Fabric*, centre industriel où habitent les artisans, les commerçants et où siègent les différentes corporations. La Bega, la rivière qui traverse Timișoara, est régularisée et connectée à la Tisa et au Danube. Ainsi la ville se trouve reliée au réseau fluvial centre-européen et Timișoara acquiert une place nouvelle sur la carte économique de l'Europe de l'époque. Le Banat rural passe par le même processus de reconstruction. En fonction de l'origine des colons, le style architectural des villages fondés par eux change.

Le statut spécial qui est réservé au Banat et les politiques innovatrices qui y sont conduites ont un grand impact sur l'identité des habitants de cette partie de l'Empire. Elle stimule la formation d'« une forte tradition d'indépendance locale », qui perdure encore dans les esprits. Le fait que Timișoara, surnommée « la petite Vienne », et ses environs deviennent « un centre commercial et industriel florissant » avec « une infrastructure et des transports qui sont les plus denses de l'Europe centrale »¹⁷ encourage en outre chez ses habitants le développement d'un sentiment d'être privilégiés par rapport aux régions voisines. Il est vrai que le Banat se développe plus rapidement que les provinces alentour : au Sud et à l'Est on retrouve des territoires qui sont encore sous le contrôle des Ottomans, comme la Valachie ou la Serbie, et à l'Ouest des terres hongroises où l'aristocratie empêche la formation d'une bourgeoisie. Tout cela fait que les Banatais se sentent différents, « à part ».

Le sentiment des habitants du Banat d'appartenir à une petite région aisée jouissant d'un statut particulier au sein de l'Empire va perdurer au fil du temps, bien que, dans le contexte du déclin de l'Empire ottoman et du désir croissant d'autonomie des Hongrois, les privilèges accordés au Banat se réduisent peu à peu. Toutefois, même après le compromis de 1867 qui voit l'instauration de la Monarchie austro-hongroise et l'intégration du Banat à la couronne de Hongrie, la région continue d'être l'un des centres les plus importants de l'Empire, dont « l'économie est fortement liée aux marchés de Vienne et Budapest »¹⁸.

¹⁷ Judy BATT, *op.cit.*, p.183-184

¹⁸ *Idem*

1.2 Une porte vers l'Occident de la Roumanie

Le Banat reste partie intégrante de l'Empire austro-hongrois jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, date à laquelle la carte de l'Europe centrale est redessinée en fonction du « principe des nationalités ». Les Allemands, les Serbes, les Roumains, les Tchèques, les Hongrois, les Slovaques qui peuplent la région se retrouvent alors divisés entre trois pays : plus de la moitié de la surface du Banat revient à la Roumanie, autour de 30% au nouveau Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et une petite partie est concédée à la Hongrie. Ancienne zone frontalière de l'Empire ottoman, de la Cour de Vienne puis de la Monarchie austro-hongroise, la région se voit donc, après 1918, traversée par les frontières de trois Etats.

Timișoara, principale agglomération urbaine de la région banataise, fera dorénavant partie du jeune Etat roumain. Cette ville, dont le développement a été favorisé par la position de nœud entre plusieurs routes commerciales, devient pour les Roumains le centre économique le plus important de leur frontière occidentale. Les Banatais continuent de se sentir « à part », plus proches de l'Europe que le reste de leurs concitoyens car désormais, leur territoire est la porte de sortie du pays, ouvrant l'accès à la Serbie, à la Hongrie, à l'Autriche – à l'Ouest.

Cependant, cette porte vers l'Europe ne reste pas longtemps ouverte. Trente ans après l'intégration du Banat à la Roumanie, elle se referme. Conformément à l'ordre politique international de l'après Deuxième Guerre mondiale, et sous la pression de l'Union soviétique, s'instaure dans le pays un régime politique de type socialiste. L'Etat roumain est contrôlé à partir de 1948 par le Parti Communiste et à sa tête se place dans un premier temps Gheorghe Gheorghiu-Dej et ensuite Nicolae Ceaușescu. Les deux vont entreprendre des transformations profondes du pays, tant politiques, qu'économiques et sociales.

L'Etat roumain devient « une sorte d'Etat Léviathan qui cherche à réglementer et à contrôler presque toutes les activités des individus »¹⁹. Avec le but affiché de dépasser les pays capitalistes, le pouvoir politique communiste entreprend

¹⁹ Tom GALLAGHER, *Furtul unei națiuni. România de la comunism încoace*, București, Humanitas, 2004, p.23

une « modernisation » à large échelle : le développement d'une industrie lourde, l'électrification des villes et villages, des grands travaux d'infrastructure – tout cela engendre « le transfert de la main-d'œuvre du secteur primaire (agriculture) vers les secteurs secondaires et celui des populations rurales vers les centres urbains »²⁰. Ces transformations passent par le biais d'une politique de nationalisation et de centralisation extrême des ressources, ainsi que par la création d'un vaste système de redistribution contrôlé par l'Etat.

Sous le régime communiste, les Banatais se retrouvent aussi isolés que le reste de leurs concitoyens roumains. Les médias ne diffusent que la parole officielle, les entrées et les sorties du pays sont attentivement surveillées, les contacts avec l'Occident presque réduits à zéro. Les magasins d'Etat n'offrent que des produits roumains, au mieux des biens provenant d'autres pays du bloc soviétique.

Toutefois, dans les régions frontalières, les antennes de télévision et de radio réussissent à capter les ondes en provenance des pays voisins : les Roumains du sud de la Valachie regardent des programmes bulgares ; ceux de Transylvanie ont aisément accès aux programmes hongrois. Mais la chaîne la plus « précieuse » est celle qui vient de la Yougoslavie, pays socialiste entretenant des liens privilégiés avec l'Ouest. Et grâce à leur positionnement géographique, à quelques encablures de la Fédération dirigée par Tito, ce sont les Banatais qui peuvent suivre les programmes de la télévision yougoslave. La légende locale veut même que si la Révolution de 1989 a commencé à Timișoara, ce soit parce que les habitants de la ville ont appris la chute du régime communiste dans les autres pays de l'Est par le biais de cette chaîne yougoslave. Le positionnement de la ville de Timișoara permet aussi à ses habitants de trouver le moyen d'accéder à des produits venus d'ailleurs. Ainsi se développe une tradition de petit commerce illégal à la frontière serbo-roumaine. De plus, les émigrés – surtout les Banatais d' « ethnicité » allemande (qui furent vendus par l'Etat roumain à la RFA) – « revenaient de temps en temps et apportaient des journaux et des produits de l'Ouest »²¹. Ainsi, la Timișoara de l'époque communiste peut être décrite comme une porte qui n'était qu'à moitié ouverte.

²⁰ François BAFÖIL, *Europe centrale et orientale. Mondialisation, européanisation et changement social*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2006, p.55-61

²¹ Mircea MIHAIES, entretien réalisé à Timișoara, le 1er mai 2008

II - Révolution et évolutions du monde du travail après 1989

Rien ne symbolise mieux les transformations qui ont eu lieu dans les vingt dernières années que l'opposition entre l'image que nous venons d'évoquer – Timișoara comme une porte à moitié fermée – à l'image qui nous est offerte aujourd'hui par l'aéroport de cette ville. Le tableau d'affichage nous y indique que de Timișoara décollent chaque jour des vols directs vers Vienne, Milan, Turin, Munich, Frankfurt, Rome ou Düsseldorf. Ainsi, alors qu'en 1989 Timișoara se cachait derrière une porte, elle se trouve aujourd'hui connectée à une dynamique européenne d'échanges et de circulation.

Je m'attache dans cette section à l'analyse de ces échanges à travers un examen des acteurs qui y prennent part, en me focalisant sur le cas des entrepreneurs, roumains et étrangers, et sur celui des travailleurs migrants temporaires qui quittent Timișoara pour des pays de l'Europe de l'Ouest.

2.1 Sur la trace des entrepreneurs

Pour mener à bien le processus de « reconnexion à l'Europe », les Roumains ont dû changer de régime politique et construire en un temps record une économie de marché. Des réformes radicales du système législatif, de l'administration, de la justice, ont été mises en place. Les grandes industries étatiques ont été soit vendues, soit fermés. Les investisseurs étrangers sont venus. De nouvelles entreprises ont été créées.

C'est à travers les parcours de trois entrepreneurs que nous allons essayer de comprendre comment le passage d'une économie étatisée et centralisée, à une économie de marché, basée sur la propriété privée, insérée dans les flux européens de biens, de services et de capitaux, a été réalisé. Au-delà de leurs particularités, chacun des trois entrepreneurs présentés ci-dessous nous éclaire sur divers aspects de l'histoire récente de la ville de Timișoara : le déclin et la fermeture des usines d'Etat, l'essor d'une nouvelle génération d'entrepreneurs, l'évolution du marché, l'arrivée des investisseurs étrangers, les effets du 1^{er} janvier 2007, le processus de connexion au Marché Commun européen.

Une nouvelle génération

Nous commençons avec Marian, qui avait 22 ans au moment de la Révolution de 1989. Originaire de l'Est de la Roumanie, ses parents – comme tant d'autres Moldaves – déménagèrent dans le Banat durant les années 1960. Le fait qu'il ait passé son enfance dans un village à moitié roumain, à moitié allemand l'a imprégné d'une fascination pour le mode de vie et la culture du travail des Allemands et pour un modèle de société qu'il considère comme « bien meilleur que celui des Roumains »²². C'est pourquoi, Marian a décidé, après la chute du communisme, de quitter son pays en prenant un billet de train « aller » pour Vienne.

Après avoir travaillé pendant deux ans en tant que livreur de pizza, chauffeur de taxi et sur des chantiers de construction, il revient en Roumanie avec l'argent

²² Marian, entretien réalisé à Timișoara, le 24 avril 2008

gagné en Autriche. Son but : lancer sa propre affaire, car « à l'Ouest tu peux être un bon employé et avoir un emploi sûr, mais c'est ici, en Roumanie, qu'il y a vraiment de l'argent à faire ». Avec l'aide d'un spécialiste autrichien, il ouvre à Timișoara, une fabrique de gaufrettes (« *waffers* ») qui devient vite un grand succès. En effet, les taxes douanières étant encore élevées au début des années 1990 et la demande plus importante que l'offre, « c'était un jeu d'enfant, car tout ce qui était produit était vendu. Les clients faisaient la queue devant les portes de notre fabrique »²³. Au début, il installe sa petite usine dans un garage – mais seulement un an plus tard, il loue puis achète, comme tant d'autres petits entrepreneurs, des espaces dans les anciennes usines communistes (productrices de pertes et non de profits, ces entreprises d'Etat tombent tour-à-tour en faillite après de nombreux essais de privatisation...)

A l'époque, la concurrence est rare. Peu de Roumains ont le savoir-faire industriel adéquat, le système de crédit bancaire n'en est qu'à ses balbutiements, et les gros investisseurs étrangers ne sont pas encore arrivés. La situation commence à changer dans la deuxième moitié des années 1990, quand les investisseurs étrangers s'implantent, petit-à-petit, dans le secteur de la téléphonie mobile puis dans celui de l'alimentation. Ils font leur entrée sur le marché soit en apportant des marques déjà connues sur le marché occidental, soit en rachetant des entreprises locales qui se révèlent incapables de s'adapter à un marché en expansion. C'est à ce moment que Marian décide de vendre sa fabrique de biscuits, laquelle est rachetée par une multinationale de l'agroalimentaire tout juste arrivée en Roumanie.

Quant à Marian, il lance une nouvelle affaire – une chaîne de supermarchés – avec le but de la revendre à une autre de ces multinationales qui ne manqueront pas de s'installer en Roumanie. Ayant sous-estimé les coûts induits par la construction des magasins, il rencontre de graves difficultés. L'argent qu'un Fond d'investissements pour l'Europe de l'Est met dans son affaire le sauve néanmoins de la faillite. En 2005 son plan se réalise : il vend sa chaîne de supermarchés à l'un des plus grands noms français dans le domaine.

²³ *Idem*.

Depuis, Marian a lancé encore de nouvelles affaires : un complexe sportif (un « gym »), un Club de musique aujourd'hui très prisé par les étudiants de Timișoara, une entreprise dans le domaine du bâtiment, une agence immobilière et une usine spécialisée dans l'injection des masses plastiques.

Alors que sa propre entrée sur le marché, au début des années 1990, a été facile, Marian souligne qu'aujourd'hui, « les entrepreneurs ne peuvent plus se permettre de faire une faute stratégique, sinon ils sortent du jeu ». Deux grands problèmes se posent maintenant à l'entrée: trouver un terrain où s'implanter – les spéculations dans le domaine immobilier ayant mené à une hausse spectaculaire des prix –, et trouver des travailleurs. Un entrepreneur qui veut investir à Timișoara a deux possibilités : « soit il prend des employés d'autres usines, soit il prend des travailleurs ailleurs en Roumanie. Je perds tous les deux-trois mois du personnel, et je prends à mon tour celui des autres. Il n'y a pas de règles. Dans cette situation critique, les « *gentlemen agreements* » ne fonctionnent pas », explique Marian. Notons que la crise économique qui a débuté après la réalisation de cet entretien a changé la donne du marché du travail roumain. D'un côté, tout en restant l'un des plus bas en Roumanie, le taux de chômage a doublé à Timișoara, jusqu'à frôler aujourd'hui les 4.5%, et de l'autre côté, l'arrivée de nouveaux investisseurs a pris fin.

Reconversion réussie

Dana Popescu a travaillé avant 1989 comme ingénieure dans une entreprise de textiles de Timișoara. Juste après la Révolution, elle est promue par l'Etat dans la position de directeur général de l'usine en question. Après avoir occupé ce poste pendant quatre ans, elle décide de racheter l'affaire grâce au prêt octroyé par une banque suisse à cette entreprise au bord de la faillite. Elle garde une partie des ouvrières, selon elle très bien formées, et décide d'investir dans de nouvelles technologies qu'elle achète à l'Ouest : « lors de ma prise de fonction en tant que PDG j'ai pris ma plus belle plume pour écrire aux fabricants d'outillages: *Je m'appelle Dana Popescu... Peut-être le savez-vous, en Roumanie a eu lieu une révolution et je suis PDG d'une usine. Je sais que vous produisez des machines pour ..., etc.* Trente jours plus tard, ce fabricant était en Roumanie. Ce fut le début de notre intégration

européenne, si vous voulez. Je suis allée vers l'Europe, pour chercher des clients, des fournisseurs d'outillages »²⁴.

Avec ces nouvelles machines, Dana a modernisé son usine, laquelle exporte aujourd'hui vers l'Italie, l'Allemagne, le Danemark, la France et la Lituanie. Les technologies nouvellement acquises lui permettent d'avoir une meilleure réactivité aux demandes des clients, « puisque les machines sont assistées par ordinateur, les dessins sont faits le temps de boire un café. Auparavant il fallait qu'une personne consacre trois semaines à dessiner le modèle sur papier millimétré, puis faire perforer des cartons et ainsi on obtenait la disquette de la machine à tisser. Cela a été pour nous un immense changement »²⁵.

Le processus de modernisation par lequel cette ancienne fabrique d'Etat est passée a occasionné des réductions drastiques de personnel, car « dans la Roumanie socialiste, chaque personne se devait d'avoir un emploi. De sorte qu'en 1990 ici travaillaient autour de 1000 personnes. Aujourd'hui nous avons 300 employés »²⁶. L'usine de Dana fait figure d'exception : les autres fabriques de textiles de la région, renommée à l'époque communiste pour son industrie dans ce domaine, ont pour la plupart cessé de fonctionner. « Je suis restée seule, enfin moi et une partie des 'Usines Textiles de Timișoara' (UTT). 'Bumbacul', 'Garofița', '1 iunie', les chaussettes, l'industrie de la laine, il n'y en a plus aucune trace! »²⁷.

L'entrepreneur nomade

La troisième histoire retracée ici est celle de M. Cavalcanti. Agé d'un peu plus de cinquante ans, il est originaire de la région de Trévise, au Nord-Est de l'Italie. Il a hérité de son père et de son grand-père, tous deux artisans du bois, tant son métier que son dévouement pour le travail. Car, bien qu'il se trouve aujourd'hui à la tête de trois fabriques de meubles, M. Cavalcanti continue de travailler tous les jours à côté de ses ouvriers afin de se montrer digne du titre de « *Cavaliere del lavoro* » (Chevalier du travail) qu'il a reçu en main propre du Président de la République italienne.

²⁴ Dana POPESCU, entretien réalisé à Timișoara, le 23 avril 2008

²⁵ *Idem.*

²⁶ *Idem.*

²⁷ *Idem*

A la fin des années 1990 le principal acheteur des produits des fabriques de M. Cavalcanti, une des plus importantes chaînes de distribution de meubles en Europe, lui « recommande » de délocaliser ses entreprises à l'Est, où la main-d'œuvre est moins chère. Afin d'assurer la survie de son affaire, M. Cavalcanti suit cette recommandation et, en 1999, ouvre une fabrique de meubles en Pologne. L'expérience n'est pas concluante et, six mois plus tard, il se relocalise en Roumanie, dans une localité à proximité de Timișoara. Il dispose à l'époque d'une trentaine d'employés et fait chaque semaine des allers-retours entre l'Italie et la Roumanie. De nos jours son entreprise a créé plus de 200 lieux de travail et il a déménagé avec sa famille en territoire banatais dans une maison qu'il a bâtie lui-même. Ses fils parlent couramment le roumain, et son aîné a même épousé une jeune Roumaine.

C'est à l'en croire le bas coût de la main d'œuvre et l'accessibilité de l'autoroute hongroise (essentielle pour transporter ses produits vers le marché d'Europe de l'Ouest) qui l'ont convaincu de s'installer dans cette partie de la Roumanie. Il se déclare mécontent de la situation politique du pays, les autorités n'appuyant pas suffisamment, selon lui, les petites et moyennes entreprises. Face au déficit de main d'œuvre qui entrave leurs activités, les entrepreneurs doivent trouver des solutions par eux mêmes. Le bus qu'a acheté M. Cavalcanti pour assurer le transport de ses travailleurs s'éloigne de plus en plus des environs de l'entreprise, à la recherche des travailleurs disponibles dans d'autres villages. « La situation est très instable pour toute entreprise qui s'est fixée par ici. « D'un mois à l'autre on ne sait pas si on aura suffisamment de travailleurs », nous dit M. Cavalcanti. « Il y a une telle disproportion entre le besoin de main-d'œuvre des entreprises et l'offre du marché du travail que les travailleurs se permettent de changer chaque mois de patron pour cinq euros de plus à leur salaire ! »²⁸. Si cette tendance se poursuit, M. Cavalcanti se dit prêt à délocaliser encore plus à l'Est : en Moldavie, en Ukraine ou en Russie.

Qu'est ce que ces histoires ont en commun ? D'abord, elles sont toutes les trois le produit des transformations sociales, politiques et économiques que la Roumanie et le Banat ont traversées dans les vingt dernières années. Ces trois

28 M. CAVALCANTI, entretien réalisé à Timișoara, le 25 avril 2008

parcours nous permettent aussi d'appréhender les différentes facettes du changement ; ils dévoilent les différents cycles que la ville de Timișoara a connus.

Nous apprenons ainsi que le début des années 1990, qui marque le début de la privatisation du secteur industriel hérité de la période communiste a vu la création de milliers de petites entreprises, mais aussi que, quelques années plus tard, ces petits entrepreneurs ont eu du mal à résister à la concurrence provoquée par l'implantation d'investisseurs à la connaissance plus solide des ressorts du marché. Les plus nombreux des petits investisseurs étrangers à s'être implantés dans le Banat sont les Italiens. Arrivés par milliers, ils ont investi dans divers secteurs industriels (textile, mécanique, bois, etc). De nos jours ils essaient de se réorienter vers d'autres domaines, notamment le rachat des terrains agricoles, car « il n'y a pas de loi contre la spéculation, donc ils achètent et revendent »²⁹. L'arrivée de grands consortiums (d'origine autrichienne, allemande ou française) correspond à une seconde phase du développement économique de la région Timișoara. Ces grands groupes sont orientés surtout vers des activités commerciales (supermarchés et hypermarchés), vers le secteur bancaire, mais aussi vers celui des automobiles. Les forts investissements dans le secteur de l'IT font dire au chercheur en géographie économique Nicolae Popa qu'« ils viennent notamment pour utiliser les cerveaux à des prix réduits »³⁰.

En tout cas « les entreprises venues à Timișoara ont des besoins de main d'œuvre importants », car la plupart d'entre elles sont basées sur un système de production dit « Lhon », c'est-à-dire un système où « l'investisseur étranger apporte tout : matière première, prototype, *design* et utilise la force de travail disponible à bon marché. Après, il repart avec les produits finis pour les introduire dans les chaînes de distribution de son pays d'origine »³¹.

La crise économique, dont les premiers signes ont été enregistrés en Roumanie fin 2008, est fortement ressentie à Timișoara. En avril 2008, le département de Timiș enregistre le niveau le plus bas de chômage de toute l'Union européenne

29 Ovidiu DRAGANESCU, Préfet du Département Timiș, entretien réalisé le 2 mai 2008

30 Nicolae POPA, entretien réalisé à Timișoara, le 3 mai 2008

31 *Idem*

(1.27%)³², mais quelques mois plus tard, le nombre des chômeurs a triplé. Fin 2009, ce taux de chômage atteint 4.2%³³, affectant notamment les jeunes diplômés et les femmes³⁴. 5000 entreprises ont disparu des registres officiels en 2009 dans le département de Timiș, presque 100 fois plus qu'en 2008³⁵.

L'économie de la ville est aujourd'hui en pleine restructuration, la crise ayant poussé les petits entrepreneurs, locaux ou étrangers, à repenser leurs activités dans la région. Ainsi, l'époque des spéculations immobilières semble avoir pris fin. Les consultants financiers prévoient pour 2010 la mise en vente des terrains et des biens immobiliers détenus par les entrepreneurs italiens qui n'arriveront plus à payer les prêts bancaires dont une grande partie d'entre eux sont dépendants³⁶. La crise économique a également fortement touché les entrepreneurs qui produisent selon le système « Lohn », car la consommation a chuté sur le marché européen. Beaucoup d'entreprises ont réduit le nombre de travailleurs, et certaines envisagent la possibilité d'aller encore plus à l'Est³⁷. Néanmoins, les analystes prévoient que bon nombre d'entreprises surmonteront la crise, car s'il y a quelques années la Roumanie était surtout une source de main d'œuvre, elle est de plus en plus un pays à forte consommation. La crise actuelle pousse ainsi à une réorientation de l'activité économique. En renonçant à la production des textiles ou des chaussures, les investisseurs roumains et étrangers s'orientent maintenant davantage vers les secteurs du bâtiment et des services (notamment consultance) et surtout vers celui des infrastructures³⁸. Plusieurs investisseurs étrangers ont ainsi annoncé leur arrivée à Timișoara en 2010: des austro-allemands désireux de construire une installation pour le biodiesel, ou encore des sociétés voulant investir dans le domaine pharmaceutique³⁹. Selon le représentant de la plus importante entreprise de consultance financière de la ville, l'actuelle crise va permettre à Timișoara de redevenir un Eldorado, mais cette fois-ci

32 Vlad ENCIU, « Șomajul scăzut în județul Timiș sperie potențialii investitori », *Ziarul financiar*, 7 avril 2008

33 « Peste 650.000 de șomeri înregistrați oficial – recordul ultimilor 5 ani », 12 noiembrie 2009, *Ziare.com*

34 « Numarul șomerilor a atins o valoare fără precedent », 12 iulie 2009, *Ziare.com*, « Crește numărul șomerilor cu diplomă », 6 septembre 2009, *Ziare.com*

35 Olivia Tulbure, « Lecțiile crizei pentru micii afaceriști », *Adevărul*, 3 janvier 2010

36 « Investitorii italieni fug de criză până în Banat », 7 novembre 2009, *Ziare.com*

37 Bogdan Munteanu, « Investitorii italieni din România, înspăimântați de amploarea crizei », *Gândul*, 20 mai 2009

38 « Investitorii italieni fug de criză până în Banat », *op. cit.*

39 « Vin investitorii în Timiș », *Ziua de Vest*, 5 janvier 2010

pour des sociétés avec un chiffre d'affaire significatif⁴⁰ (plutôt que pour les petits et moyens entrepreneurs).

2.2 Sur la trace des travailleurs

Les acteurs locaux que nous avons interrogés tendent à invoquer le passé multiculturel de la région comme cause de l'intérêt des investisseurs étrangers. Les liens historiques avec le reste de l'Europe et l'ouverture qui a caractérisé Timișoara pendant des siècles sont à leurs yeux des facteurs déterminants. Pour expliquer l'arrivée des Italiens de la région du Veneto, ils évoquent les liens historiques avec une région qui a « elle aussi, fait partie de l'Empire austro-hongrois ». Le fait que ce ne soit pas la première fois que les Italiens viennent dans la région constitue également aux yeux des Banatais un signe de « la dimension historique de la multiculturalité de la région »⁴¹ : « Il y a eu des époques où l'Italie était pauvre et les Italiens s'en allaient travailler dans d'autres régions... surtout dans le domaine de la construction des bâtiments ou des routes, car ils étaient renommés pour cela ; ainsi ils sont venus dans le Banat au cours des XVIIIe et XIXe siècles. Que ce soit alors ou aujourd'hui les Italiens viennent pour travailler, tout comme les Roumains vont maintenant en Espagne ou en Italie »⁴².

Jusque fin 2008, l'Institut national des statistiques révisait régulièrement à la hausse les estimations concernant le nombre de Roumains partis travailler dans des pays de l'Europe de l'Ouest : en Italie, en Grèce, en Espagne, en Irlande, en Grande-Bretagne ou en Allemagne⁴³. La migration des Roumains vers l'Ouest de l'Europe pour des raisons économiques est « une invention sociale d'après 1989 (qui a suivi comme toute innovation sociale la loi de la diffusion) »⁴⁴, mais elle n'a commencé à prendre les formes d'une « grande évasion » qu'après le 1^{er} janvier

40 « Investitorii italieni fug de criză până în Banat », *op. cit.*

41 Nicolae POPA, « Etnie și moștenire culturală în Banatul românesc » p.33

42 Nicolae POPA, entretien réalisé à Timișoara, le 3 mai 2008

43 La crise a significativement endigué les départs des Roumains, la tendance s'étant même inversée : après avoir perdu leur emploi à l'étranger, bon nombre d'émigrés sont revenus au pays, tout en affirmant que ce n'est que de manière provisoire. Voir « În fiecare zi se întorc români acasă, spune Ministrul Muncii », *Ziarul financiar*, 11 Juillet 2009.

44 Dumitru SANDU, Cosmin RADU, Monica CONSTANTINESCU, Oana CIOBANU, *A Country Report on Romanian Migration Abroad: Stocks and Flows After 1989*, Multicultural Center Prague, Novembre 2004, p.1

2002⁴⁵. Cette date marque l'abolition des visas pour l'espace Schengen. De nos jours, il est impossible de savoir combien de personnes sont parties travailler à l'étranger ces dernières années. En 2007, à l'apogée de la migration roumaine vers l'Occident, le Ministère des Affaires étrangères parlait de 1.2 millions ; le Ministère

du Travail rendait public le chiffre de 2 millions (en prenant en compte également les travailleurs illégaux) ; le Bloc National Syndical estimait ce chiffre à 3,4 millions (en incluant aussi les saisonniers). Si ce dernier chiffre est correct, un bref calcul montre que le nombre de Roumains travaillant dans d'autres pays en 2007 n'était inférieur que d'un million à celui de la population active en Roumanie même (4,5 millions)⁴⁶.

Les changements structurels des pratiques migratoires roumaines après la Révolution de 1989 ont été fortement ressentis dans le Banat : si au début des années 1990 la région est surtout la source d'une émigration « ethnique » (notamment des Allemands⁴⁷ et dans une moindre mesure des Hongrois), dix ans plus tard, ce sont les migrations temporaires pour des raisons économiques qui prédominent. Au milieu des années 2000, 20% des migrants roumains pour le travail étaient des Banatais⁴⁸. Ainsi se sont formés à Timișoara et dans ses environs des réseaux sociaux nouveaux, très souvent facilités par des « intermédiaires » qui assurent aux candidats à l'émigration un emploi et un logement avant même leur départ.

Le taux d'émigration significatif a aussi conduit à une explosion du nombre des compagnies de bus qui relient Timișoara à l'Allemagne ou à l'Italie ou encore du nombre de bureaux de traducteurs autorisés. De même, le chiffre d'affaire et le nombre de passagers de la compagnie aérienne low-cost qui a fixé au début

45 Sorin ANTOHI, « România în 2004 : « marea evadare » e în toi (I) », entretien réalisé par Rodica Culcer, *Revista22*, 8 Septembre 2004

46 Ilie SERBANESCU, « Afară lucrează tot atâția români câți în țară », *Revista22*, 10 août 2007

47 Dumitru SANDU, Cosmin RADU, Monica CONSTANTINESCU, Oana CIOBANU, *op. cit.*, p.22

48 Dumitru SANDU, « Patterns of temporary emigration: experiences and intentions at individual and community levels in Romania », Papier présenté au Panel *Development and Patterns of Migration in Central and Eastern Europe*, Migration Online Project and Faculty of Humanities, Charles University of Prague, Prague, 25-28 August 2005, p.5

des années 2000 son hub à l'aéroport « Traian Vuia » de Timișoara ont doublé presque chaque année depuis sa fondation⁴⁹.

L'Etat aussi s'occupe de ces flux migratoires : il a mis en place à Timișoara des bureaux de représentation des différentes institutions nationales en charge du placement de la main d'œuvre et de l'organisation des bourses de travail à l'étranger. Ces actions sont, depuis 2002, concurrencées par les agences de recrutement privées qui ont vu le jour dans la ville sous la même impulsion⁵⁰. Ces nouvelles structures, formelles ou informelles⁵¹, sont des conséquences de l'émigration temporaire des Roumains, mais jouent en même temps comme éléments facilitateurs des départs. Dans les pays d'accueil, principalement l'Italie et l'Espagne, les Banatais travaillent surtout dans le secteur de l'agriculture et du tourisme, mais aussi dans le bâtiment. Quant aux femmes, elles trouvent le plus souvent à s'employer comme aides ménagères ou aides soignantes (notamment auprès des personnes âgées)⁵².

Ainsi, dans leur vie de tous les jours les habitants de Timișoara, qu'ils soient entrepreneurs ou travailleurs partis à l'Ouest prennent part aux nouvelles dynamiques économiques et sociales qui ont accompagné l'insertion de leur pays à l'ordre international de l'après-guerre froide. Dans quelle mesure ce vécu transforme-t-il leur sentiment d'identité ? Est-ce que ces nouvelles dynamiques ont eu un impact sur leur manière de se percevoir eux-mêmes et les autres ? C'est vers ces questions que nous nous tournons maintenant.

49 « Afaceri duble la Carpartair (10 octobre 2003), « Carpartair flies above \$50 level » (7 mars 2005), « Creșterea numărului de zboruri urcă afacerile Carpartair » (2 février 2007), « Carpartair țintește o creștere triplă față de ritmul pieței » (19 février 2008), *Ziarul Financiar*

50 Adelina TARZIU, directrice d'une agence de recrutement, entretien réalisé à Timișoara, le 5 mai 2008

51 Dumitru SANDU, Cosmin RADU, Monica CONSTANTINESCU, Oana CIOBANU, *op. cit.*, pp.10-11

52 Adelina TARZIU, *op.cit.*

III - Nouveaux horizons, nouvelles frontières identitaires

Les signes du changement sont partout perceptibles dans la Timișoara d'aujourd'hui. Le visiteur peut par exemple s'asseoir pour manger dans l'un des nombreux restaurants italiens de la place de l'Union, à côté de petits entrepreneurs de Veneto ou du Piémont tout en regardant le Dôme romano-catholique ou le palais baroque, symboles par excellence de l'époque où Timișoara était surnommée « la petite Vienne ». En se dirigeant vers la Place 700, notre voyageur voit se profiler de grands bâtiments en verre, sièges des multinationales venues récemment s'implanter dans la ville. Néanmoins, la plupart des entreprises se trouvent en périphérie de la ville, à laquelle on accède après avoir traversé les quartiers d'immeubles bâtis à l'époque communiste pour abriter la force de travail que Ceaușescu avait fait venir de Moldavie ou d'Olténie. La plupart des nouvelles fabriques ont été installées sur l'ancienne plateforme industrielle de la ville, tombée en ruines après la chute du communisme. Ainsi, dans les locaux de chaque usine dont la privatisation n'a pas réussi se trouvent maintenant quatre ou cinq nouvelles fabriques.

Empreinte tant par son histoire que par son présent, Timișoara est une ville aux multiples facettes. En est-il de même de l'identité de ses habitants ? Comment

les Banatais se pensent-ils ? Avec toutes les nouvelles possibilités qui leur sont accessibles, quel discours sur eux-mêmes privilégient-ils ? C'est ce que nous allons essayer de comprendre en explorant de plus près les discours des habitants de Timișoara et leur manière de se penser par rapport au reste des Roumains, à leurs voisins serbes et à l'Europe.

3.1 « Le Banat n'est pas la Transylvanie. Le Banat n'est pas la Roumanie »⁵³

Rien n'est peut-être plus répandu dans les discours des Banatais que cette phrase ! Pour eux, Timișoara appartient à l'Europe centrale, alors que les autres Roumains – à l'exception des habitants de la Transylvanie voisine – sont beaucoup plus proches des peuples balkaniques. Les effets des influences spécifiques dont a bénéficié le Banat se ressentiraient dans le caractère des habitants. Selon le maire de la ville, « On a accusé la Roumanie d'être un pays corrompu, mais chez nous, à Timișoara, les choses sont plus transparentes et plus correctes » ; « Nous avons développé ici une mentalité plus civique et un certain esprit entrepreneurial qui sont plus proche de l'Europe occidentale »⁵⁴ ; « Le libéralisme économique, l'organisation, la rigueur ont fait que la vie dans le Banat est quelque chose de totalement distinct du reste de la Roumanie »⁵⁵.

Ainsi, pour les Banatais, les influences qui ont forgé l'identité spécifique de leur territoire seraient venues plutôt de la Cour de Vienne et des colons qu'elle a fait venir dans la région. A les en croire, les Balkans « commencent au sud de la ville »⁵⁶ et « les traces palpables de ce voisinage sont très faibles »⁵⁷. Les Balkans sont pour certains « un autre type de mélange que celui du Banat »⁵⁸. Pour d'autres, c'est « quelque chose de méprisable ; c'est l'absence de règles et d'honneur ; c'est vivre à l'improviste »⁵⁹.

53 Adriana BABETI, entretien réalisé à Timișoara, le 30 avril 2008

54 Gheorghe CIUHANDU, Maire de Timișoara, entretien réalisé à Timișoara, le 1er mai 2008

55 Adriana BABETI, *op. cit.*

56 Gheorghe CIUHANDU, *op. cit.*

57 Adriana BABETI, *op. cit.*

58 *Idem*

59 Mircea MIHAIES, entretien réalisé à Timișoara, le 29 avril 2008

Il était courant, chez les Banatais de l'entre-deux-guerres, que de parler plusieurs langues et, grâce aux différentes vagues de colonisation et au mélange qui s'en est suivi, la région serait un espace où la coopération et la coexistence harmonieuse entre les peuples font partie du quotidien. Un espace où règnent le multiculturalisme, ou plutôt l'interculturalité : « les Banatais baignent dans un esprit européen depuis le XVIIIe siècle ». Et c'est justement en cela qu'ils se distingueraient des habitants de Transylvanie, forgée par l'influence hongroise et non autrichienne, et parmi lesquels on ne retrouverait pas le même esprit d'ouverture qu'au Banat. C'est d'ailleurs pourquoi les investisseurs étrangers sont venus dans cette région : « ils se sentent mieux chez nous qu'ailleurs »⁶⁰.

En fait, si les habitants de Timișoara pensent avoir un autre type de « mentalité » que le reste des Roumains, ce n'est pas seulement du fait de la coexistence sur le sol banatais de plusieurs nationalités⁶¹, mais aussi du fait de l'influence de l'une d'entre elle – les Allemands. Dans l'imaginaire local la figure de l'Allemand est centrale, et la façon de vivre des Souabes a longtemps constitué le référentiel le plus élevé pour le reste de la société banataise : c'est ainsi que sont entrés dans la langue quotidienne des expressions comme « être comme l'Allemand » ou « travailler comme l'Allemand » ou encore « avoir uniquement un enfant, comme les Allemands »⁶². Ainsi, les Souabes venus dans le Banat à l'appel de Marie-Thérèse d'Autriche ont joué, dans l'esprit des habitants actuels de la région, un véritable rôle civilisateur.

Pourtant ce type de discours, actuellement très répandu, est une fabrication récente. Hier, on ne mettait pas de mots sur ce qu'on vivait. Aujourd'hui, pour se définir, on choisit les termes qui sont en vogue « en Europe ». Dans les relations avec une Union européenne qui met au centre de sa rhétorique le dialogue interculturel, quoi de plus approprié pour légitimer son appartenance européenne que de se présenter comme vieille terre du multiculturalisme ? Les habitants de Timișoara ont ainsi procédé à une relecture du passé de leur région : « les discours ont commencé à changer suite à l'influence du discours européen... les autorités ne parlent que des stratégies, des

60 Gheorghe CIUHANDU, Maire de Timișoara, entretien réalisé à Timișoara, le 1er mai 2008

61 *Idem.*, voir aussi Smaranda VULTUR, « Le bon usage de la mémoire » dans Adriana BABETI (coord), *op. cit.*, pp. 335-342

62 Smaranda VULTUR, anthropologue, entretien réalisé à Timișoara, le 2 mai 2008

projets et des financements européens. Je n'ai jamais rencontré ça auparavant... il y a dix ans par exemple »⁶³.

Ainsi, alors qu'aujourd'hui près de 90% des habitants de la ville sont originaires d'autres régions de la Roumanie que le Banat, et que « parler la langue du voisin » est plutôt l'exception que la règle, les Banatais n'ont de cesse de définir leur région comme un laboratoire du multiculturalisme. Pour étayer cette idée, ils se réfèrent à la réalité du XVIIIe siècle et aiment à se présenter comme les continuateurs d'une façon de vivre inspirée par la présence des Allemands : « ils ont repris beaucoup de choses qui étaient traditionnellement attribuées aux allemands pour les intégrer dans leur discours sur eux-mêmes »⁶⁴.

3.2 « Je ressens une certaine suspicion, une atmosphère tendue qui n'existait pas avant et qui n'a pas lieu d'être »⁶⁵...

C'est avec ces mots qu'un Serbe de Timișoara nous décrit l'état actuel des relations entre les Roumains et les Serbes. La frontière entre les deux pays, qui traverse des territoires jadis unis sous le même nom de Banat, a subi une métamorphose profonde dans les dernières années : elle a cessé peu à peu d'être un axe d'échanges et de flux économiques pour devenir un « espace mort ». Les conflits au sein de la Fédération yougoslave, l'introduction d'un régime de visas entre les deux pays, l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne ont découragé « voire mené à une annihilation » des relations qui animaient cette frontière dans le passé⁶⁶.

Ce qui était hier un avantage – être à une cinquantaine de kilomètres de la frontière avec la Serbie – est devenu aujourd'hui « un désavantage »⁶⁷. Avant la Deuxième Guerre mondiale ce voisinage a apporté à la région de Timișoara l'accès aux réseaux économiques des Balkans. Après 1945, pendant le commu-

63 *Idem*

64 *Idem*

65 Neodrag Milin, entretien réalisé à Timișoara le 4 mai 2008

66 Nicolae POPA, « Mutații economice în zona de frontieră din Vestul României » dans Nicolae POPA, *op.cit.*, pp.177-186

67 Nicolae POPA, entretien réalisé à Timișoara, le 3 mai 2008

nisme, la proximité de la Yougoslavie était pour la ville la porte entre-ouverte vers l'Occident : les Banatais roumains achetaient des produits yougoslaves, regardaient la télévision, écoutaient la musique et les radios du pays voisin⁶⁸. Toujours pendant ces années d'isolement, la Serbie fut pour les Roumains la route principale qu'on prenait pour émigrer illégalement vers l'occident. En d'autres termes, le voisinage avec le territoire serbe fut pendant longtemps dans l'esprit des habitants de Timișoara une chance, un secours, une ressource qui a permis de mieux vivre.

Ces temps ne sont plus qu'un souvenir. Aux yeux de certains, ce voisinage serait même devenu synonyme de handicap, « car les investisseurs, par exemple, ont eu une certaine réticence à venir ici à cause des guerres qui se sont déroulées en Yougoslavie »⁶⁹. Le Serbie est ainsi devenue dans l'imaginaire des Banatais une enclave au sein de l'Europe. Certains conçoivent pour elle un avenir européen qui se réaliserait que les Serbes le veuillent ou non, car la couleur dominante sur le continent finirait par estomper la tâche balkanique⁷⁰. D'autres prévoient qu'elle sera une sorte de Kaliningrad non-officiel⁷¹.

Quoi qu'il en soit, l'atmosphère de délabrement qui règne autour des postes-frontière entre les deux pays trahit la faible vitalité des échanges et le manque d'intérêt réciproque entre les Banatais serbes et roumains. Cependant, certains réflexes persistent. Au niveau national, le soutien roumain à Serbie s'est manifesté dans le refus de Bucarest de reconnaître l'indépendance du Kosovo (sans doute aussi motivé par une crainte des répercussions potentielles d'un tel précédent sur la question de la Transylvanie). Au niveau local, quelques intellectuels de Timișoara continuent d'organiser des rencontres culturelles entre Serbes, Hongrois et Roumains qu'ils ne qualifient pas d'« internationales » car tous sont des Banatais. De même, suite à des incitations venant des instances européennes, les autorités locales de Timișoara ont mis en place la DKMT⁷², une région transfrontalière qui recouvre presque la totalité du vieux Banat. Pourtant,

68 Mircea MIHAIES, entretien réalisé à Timișoara, le 1er mai 2008

69 Nicolae POPA, entretien réalisé à Timișoara, le 3 mai 2008

70 Neodrag Milin, entretien réalisé à Timișoara, le 4 mai 2008

71 Marian, entretien réalisé à Timișoara, le 24 avril 2008

72 DKMT est l'abréviation des noms des trois rivières et du fleuve qui bornent le territoire de cette région transfrontalière : Danube, Criș, Mureș, Tisa.

le changement (on pourrait dire l'inversion) des rapports entre les deux territoires voisins se ressent même dans la manière dont les habitants de Timișoara conçoivent leur place et leur mission dans la DKMT : « nous voulons les aider à améliorer la transparence de leurs institutions et, surtout, à prendre les mesures adéquates en vue d'une adhésion à l'Union européenne »⁷³.

3.3 « Je considère que je suis européen, mais je suis convaincu qu'en tant que Roumain, je ne le mérite pas... »⁷⁴

Quand les Banatais se regardent eux-mêmes dans le miroir de leurs voisins de l'Est, ils se sentent européens. Pourtant, dès que la projection de leur identité se fait dans un miroir orienté vers l'Ouest, la fermeté de leur sentiment d'identification à l'Europe commence à s'estomper.

C'est que la conscience de la distance, « du retard », qui les séparent encore du reste du continent reste très aigüe. L'écart apparaît d'autant plus tangible qu'avec l'ouverture des frontières les Banatais sont allés voir de leurs yeux comment on vit à l'Ouest. Leur région et leur pays leur semblent ainsi à quelques dizaines d'années derrière l'Europe. Ce sentiment est en réalité assez généralisé chez les Roumains, qui ne cessent de se comparer avec les Occidentaux pour prendre la mesure de leur retard économique, politique et social. Qu'il s'agisse des routes, des maisons, des champs, des vêtements ou des institutions, du système économique ou des rapports sociaux, les Occidentaux sont toujours perçus comme plus modernes, plus développés. Les Roumains ne sont pas loin de reprendre à leur compte les mots de l'historien hongrois Bibó, quand il décrit les Etats de l'Est de l'Europe, où « les rapports sociaux sont antidémocratiques, les méthodes politiques brutales ; les nationalismes mesquins, étroits et violents »⁷⁵. La corruption, la pauvreté, le fait que les intérêts privés des politiciens prévalent sur les intérêts de la population fait sentir aux Banatais que l'espace auquel ils appartiennent n'atteint pas les standards européens.

⁷³ Eva FENYVESI, fonctionnaire de la région DKMT, entretien réalisé à Timișoara, le 22 avril 2008

⁷⁴ Florentin BANU, entretien réalisé à Timișoara, le 24 avril 2008

⁷⁵ Istvan BIBÓ (1946), cité par Daniel-Louis SEILER, « Les clivages politiques en Europe centrale », dans Jean-Michel DE WAELE, *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Ed. de l'Université libre de Bruxelles, 2004, p.31

Selon le philosophe Horia-Roman Patapievici, Roumains, Polonais et Hongrois n'ont pas fait partie de l'Europe avant le XIXe siècle, au moment où ils ont commencé « à se moderniser »⁷⁶. Pour les Occidentaux, avant cette date, les gens de l'Est appartiennent au monde barbare. Pour les gens de l'Est, le modèle à suivre est celui des peuples occidentaux. Cette dialectique de surestimation et sous-estimation est courante chez les Banatais et leurs concitoyens roumains. A l'instar de la poétesse Ana Blandiana, beaucoup déplorent une Europe occidentale « qui ignore ce qui se passe à quelque centaines de kilomètres de ses frontières » et une Europe de l'Est qui idéalise l'Occident⁷⁷. Ainsi le regard des Banatais et des Roumains est fermement tourné vers l'Ouest. On ne questionne pas ce qui vient de là-bas. On ne doute pas. On suit.

Par conséquent, bien que situés à la confluence de plusieurs modèles d'organisation sociétale, économique et politique, lorsqu'il s'agit de modernisation et de progrès, les habitants du Banat n'en regardent qu'un: le modèle occidental. Les « âges d'or » de la région sont toujours identifiés aux périodes pendant lesquelles les conditions historiques ont permis un rapprochement d'avec la civilisation occidentale : les années d'appartenance à la Cour de Vienne puis à l'Empire austro-hongrois, la période de l'entre-deux-guerres, et la période qui s'est ouverte avec la Chute du Mur de Berlin. Dans ces diverses périodes, c'est non seulement aux idées et modèles occidentaux, mais aussi aux Occidentaux eux-mêmes, et à leur savoir-faire, qu'on fait appel⁷⁸. Et chacune de ces phases de l'histoire caractérisée par le contact et l'échange avec l'Ouest voit la mise en place de politiques de rattrapage côté roumain. C'est aujourd'hui de nouveau le but affiché de l'Etat, des politiciens, des intellectuels roumains et banatais que de réduire les différences qui séparent leur pays de l'Europe. Pour certains, il reste cependant vital que la Roumanie sauvegarde son héritage spirituel : le vécu orthodoxe qui s'exprime dans les pratiques et les expériences d'âme sera ainsi la « chair » à ajouter à un « squelette européen » qui a perdu ses valeurs⁷⁹.

⁷⁶ Horia-Roman PATAPIEVICI, philosophe roumain, entretien réalisé à Paris, le 26 mai 2008

⁷⁷ Ana BLANDIANA, poétesse roumaine, entretien réalisé à Bucarest, le 5 mai 2008

⁷⁸ Lucian BOIA, entretien réalisé à Bucarest, le 26 avril 2008

⁷⁹ Horia-Roman PATAPIEVICI, *op. cit.*

Conclusion

Les développements que la principale ville du Banat a connus depuis la chute du régime communiste en Roumanie ont entraîné non seulement de profondes transformations socio-économiques, mais aussi des reconfigurations importantes des horizons identitaires de ses habitants. En raison notamment de sa position géographique, la région de Timișoara a été très vite intégrée aux réseaux européens, et même globaux, de production et de commerce – et les Banatais semblent avoir en parallèle « redécouvert » leur « vocation » européenne. Ce sentiment d'appartenance à l'Europe est d'autant plus prégnant qu'ils le mesurent à l'aune de l'identité des autres Roumains, vus comme « balkaniques ».

C'est en se familiarisant puis en s'appropriant les discours sur ce qui caractérise « l'esprit européen » que les Banatais semblent s'être rendus compte que leur région incarne parfaitement cet esprit. Une relecture rapide de leur histoire leur a permis de construire un imaginaire nouveau, placé sous le signe de l'ouverture et de la tolérance, qui les légitime à se sentir « plus européens » que le reste de leurs concitoyens roumains.

Comme nous l'avons montré, les évolutions récentes ont également débouché sur un changement de rapport entre Banatais serbes et Banatais roumains. Alors qu'à l'époque communiste les Serbes (ou plutôt les Yougoslaves) étaient perçus comme les intermédiaires d'un rapprochement avec le reste de l'Europe, les rôles se sont aujourd'hui inversés. Suite aux guerres yougoslaves des années 1990, puis à l'intégration de leur pays dans l'Union européenne, les Banatais roumains ont perdu tout intérêt pour leurs voisins.

Enfin, l'effacement progressif des frontières au sein de l'Union des 27 et la réinsertion de l'Europe centrale (et des pays des Balkans « orientaux ») dans les réseaux européens d'échanges ont déclenché une reprise de la « course au rattrapage » avec l'occident. Le même processus semble avoir ravivé le vieux sentiment d'infériorité exprimé par les Roumains dans leurs relations avec « l'Ouest ». Même si elles sont aujourd'hui assises à la même table que les autres dirigeants européens, les élites politiques roumaines gardent quelque chose de cette attitude. L'Europe est dépeinte dans leur bouche sous des traits idylliques – et il est d'ailleurs à noter que même le parti nationaliste « Grande Roumanie » déclarait il y a quelques années que le pays n'avait que deux options : s'intégrer à l'Union européenne, ou bien mourir.

Ainsi, dans les prises de position et les discours des responsables politiques roumains « l'Europe » apparaît bien souvent comme une solution aux problèmes du pays⁸⁰. Des problèmes d'ordre économique tout d'abord : l'Union européenne est envisagée comme un moteur aux ressources illimitées, capable de financer l'agriculture roumaine ou d'appuyer les PME. Ensuite pour la modernisation au sens large : la législation européenne joue pour les élites politiques roumaines le rôle d'une structure d'opportunité pour des normes et principes dans un contexte d'échec du processus de démocratisation et de l'agenda domestiques. Pour prendre juste un exemple parmi des centaines, pendant la campagne pour les élections européennes de juin 2009, le Parti national libéral soulignait que la coopération au niveau européen permettrait une réforme du système judiciaire roumain imposée de l'extérieur, ce qui serait dans « l'avantage du pays et de ses

citoyens » puisque la transformation « de l'intérieur » s'avère difficile à réaliser. Les partis politiques considèrent ainsi trop souvent que leur rôle se limite à l'identification des problèmes domestiques, les institutions européennes étant ensuite chargées de résoudre ces problèmes. Les discours des partis politiques roumains révèlent néanmoins une inquiétude quant au statut de « citoyens européens de deuxième rang » dont souffriraient les Roumains aux yeux des autres Européens, et ils insistent pour que le droit des Roumains à voyager, vivre et travailler dans les autres Etats soit respecté.

En dépit de ces inquiétudes, il faut souligner que les images de l'Europe restent essentiellement positives en Roumanie. Elles sont ancrées dans un discours plus large sur l'Etat et la démocratie en Roumanie et sur l'incapacité avouée des hommes politiques roumains à gouverner leur pays. Les citoyens roumains sont déçus par leurs dirigeants, lesquels jouissent de moins en moins de légitimité – et c'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'image positive dont jouit « l'Europe », tant dans l'imaginaire de la population, que dans celui de la classe politique.

Pour en revenir à nos Banatais, je terminerai en soulignant qu'ils bâtissent au jour le jour de nouveaux ponts vers l'Europe – liens qui sont tant imaginaires que matériels. Leurs discours sur eux-mêmes sous tout empreints des effets de la nouvelle forme du continent. De vieilles perceptions renaissent, d'autres meurent. De nouveaux murs sont érigés. Les canalisateurs principaux des transformations identitaires des Banatais sont sans aucun doute les nouvelles dynamiques économiques et sociales du continent européen. Ces transformations ont donné naissance à une nouvelle carte de l'Europe. C'est une carte qui se construit au croisement de frontières mouvantes. C'est là que les Européens commencent à fabriquer leur identité commune.

⁸⁰ Le paragraphe qui suit reprend les conclusions d'une recherche sur les discours des partis politiques roumains sur l'Europe menée par Ramona COMAN et Cristina STANCULESCU et présentée lors de la conférence « Elections 2009 : Challenges pour un système politique européen », 11-12 décembre 2009, Luxembourg

Bibliographie

- ANDERSON**, James, O'DOWD, Liam et WILSON, Thomas, *New Borders for a Changing Europe. Cross-border Cooperation and Governance*, Londres, Frank Cass, 2003
- ANDERSON**, Malcom, *Frontiers. Territory and State Formation in the Modern World*, Polity Press, 1996
- ANDERSON**, Benedict, *Imagined Communities*, Londres, Verso, 2006
- BABETI**, Adriana, « Le Banat : un Paradis aux confins » in Adriana BABETI, *Le Banat : un Eldorado aux confins*, Cultures d'Europe Centrale, Hors-série N°4 – 2007, CIRCE, Université de Paris-Sorbonne (Paris IV), pp.13-29
- BAFOIL**, François, *Europe centrale et orientale. Mondialisation, européanisation et changement social*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2006
- BARBULESCU**, Mihai, DELETANT, Dennis, HITCHINS, Keith, PAPACOSTEA, Șerban et TEODOR, Pompiliu, *Istoria României*, București, Corint, 2003
- BATT**, Judy, « Reinventing Banat » dans *Regional and Federal Studies*, vol. 12, n°2, 2002, pp.178-202
- BECKER**, Howard, « Epistémologie de la recherche qualitative » dans Alain Blanc et Alain Pessin, *L'art du terrain. Mélanges offerts à Howard S. Becker*, Paris, Harmattan, 2004

- BELLIER**, Irène et **WILSON** Thomas, *An Anthropology of the European Union. Building, Imagining and Experiencing the New Europe*, New York, Oxford, 2000
- BOIA**, Lucian, *La Roumanie. Un pays à la frontière de l'Europe*, Paris, Les Belles Lettres, 2003
- DELORS**, Jacques, *Le nouveau concert européen*, Paris, Ed. Odile Jacob, 1992
- DE WAELE**, Jean-Michel, *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'Université libre de Bruxelles, 2004
- DIEZ**, Thomas, **ALBERT**, Mathias, **STETTER**, Stephan, *The European Union and Border Conflicts. The Power of Integration and Association*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008
- DIEZ MEDRANO**, Juan, *Framing Europe*, Oxford, Princeton University Press, 2003
- FOUCHER**, Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1988
- GALLAGHER**, Tom, *Furtul unei națiuni. România de la comunism încoace*, București, Humanitas, 2004
- HOFFMAN**, Stanley, "Obstinate or Obsolete? The Fate of the Nation-State and the Case of Western Europe", *Daedalus*, Vol. 95, 1966, pp. 862-915
- INGHAM**, Hilary et **INGHAM**, Mike, *EU Expansion to the East. Prospects and Problems*, Cheltenham, Edward Elgar, 2002
- KAPLAN**, David et **HAKIL**, Jouni, *Boundaries and Places. European Borderlands in Geographical Context*, Oxford, Rowman & Littlefield, 2002
- LEU**, Valeriu, « Le « Banat impérial » dans *Le Banat : un Eldorado aux confins*, Hors série N°4 de *Cultures d'Europe centrale*, Hors-série N°4 – 2007, CIRCE, Université de Paris-Sorbonne (Paris IV), pp.39-53
- MAUGER**, Gérard, « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, n°6, 1991, pp.31-43
- MENJOT**, Denis, *Les villes Frontière (Moyen-âge-Epoque moderne)*, Paris, L'Harmattan, 1996
- MORAVCSIK**, Andrew, "Negotiating the Single European Act: National Interests and Conventional Statecraft in the European Community", *International Organization*, vol.45, 1991, pp. 19-56,
- MORAVCSIK**, Andrew, "Constructivism and European Integration: A Critique" dans Christiansen, Thomas et co. (eds.), *The Social Construction of Europe*, Sage, London, 2001
- MORAVCSIK**, Andrew et **VACHUDOVA**, M.A., "Bargaining among Unequals: Enlargement and the Future of the European Integration", *EUSA Review*, vol.15, n°4, 2003
- PARKER**, Noel et **ARMSTRONG**, Bill, *Margins in the European Integration*, St. Martin's Press, MacMillan Press Ltd, 2000
- PAVEL**, Sorin, « Dynamismul anteprenorial și capacitatea Banatului de a atrage și reține forța de muncă » dans **POPA**, Nicolae, *Banatul. Identitate, Dezvoltare, Colaborare regională*, Timișoara, Ed. Mirton, 2007
- POPA**, Nicolae, « Mutații economice în zona de frontieră din Vestul României » dans **POPA**, Nicolae, *Banatul. Identitate, Dezvoltare, Colaborare regională*, Timișoara, Ed. Mirton, 2007
- SANDU**, Dumitru, **RADU**, Cosmin, **CONSTANTINESCU**, Monica et **CIOBANU**, Oana, *A Country Report on Romanian Migration Abroad: Stocks and Flows After 1989*, Prague, Multicultural Center Prague, Novembre 2004
- SANDU**, Dumitru, « Patterns of temporary emigration: experiences and intentions at individual and community levels in Romania », Communication présentée dans le cadre de l'atelier *Development and Patterns of Migration in Central and Eastern Europe*, Migration Online Project and Faculty of Humanities, Charles University of Prague, Prague, 25-28 August 2005
- SIMMEL**, Georg, *Sociologie. Etudes sur les formes de la socialisation*, Paris, PUF, 1999
- SIMMEL**, Georg, « Pont et porte », *La tragédie de la culture et d'autres essais*, Paris, Editions Rivages, 1988, pp.161-168
- VULTUR**, Smaranda, « Le bon usage de la mémoire » dans Adriana BABETI (coord), *Le Banat : un Eldorado aux confins*, Cultures d'Europe Centrale, Hors-série N°4 – 2007, CIRCE, Université de Paris-Sorbonne (Paris IV), pp. 335-342
- WESLEY SCOTT**, James, *EU Enlargement, Region Building and Shifting Borders of Inclusion and Exclusion*, Ashgate, 2006
- WIENER**, Antje et **DIEZ**, Thomas, *European Integration Theory*, Oxford, 2004

Liste des Etudes et Recherches déjà parues

Where is Germany heading? - (Dir. Renaud Dehousse et Elvire Fabry) Timo Behr, Janis A. Emmanuilidis, Almut Möller, William E. Paterson, Daniela Schwarzer, Stefan Seidendorf and Henrik Uterwedde. (juillet 2010).

Karlsruhe's Europe - Katrin Auel et Julio Baquero Cruz (juillet 2010).

Intégration régionale en Méditerranée : sortir de l'impasse ? - Timo Behr (avril 2010).

Une Union sans cesse moins carbonée ? Vers une meilleure fiscalité européenne contre le changement climatique - Eloi Laurent et Jacques Le Cacheux (novembre 2009).

Les interventions de l'UE au niveau national : quel impact ? - Yves Bertoncini (juillet 2009).

Styles, stratégies et potentiel d'influence de la politique européenne de la France : retour sur une présidence remarquable - Martin Koopmann et Joachim Schild (juin 2009).

Des «partis politiques au niveau européen» ? Etat des lieux à la veille des élections européennes de juin 2009 - Francisco Roa Bastos (mai 2009).

La démocratie au sein de l'UE et le rôle du Parlement européen - Centro Studi sul Federalismo, Institut für Europäische Politik, Istituto Affari Internazionali, Notre Europe et The Federal Trust [Version française] (mai 2009).

La Ruée vers la Roumanie des entrepreneurs italiens - Lynda Dematteo (avril 2009).

La santé : un enjeu vital pour l'Europe - Sébastien Guigner (décembre 2008).

La réforme de la PAC au-delà de 2013 : une vision à plus long terme - Jean-Christophe Bureau et Louis-Pascal Mahé (décembre 2008).

La présidence Tchèque du Conseil de l'UE : contexte et priorités - Petr Drulák (décembre 2008).

Les expérimentations sociales en Europe : vers une palette plus complète et efficace de l'action communautaire en faveur de l'innovation sociale - Marjorie Jouen (novembre 2008).

UE-ASEAN : il faut être deux pour danser - David Camroux (juin 2008).

L'économie politique de l'intégration régionale en Afrique australe - Mills Soko (décembre 2007).

Un élève prudent : une vue de l'intérieur de la présidence slovène du Conseil de l'UE - Manja Klemenčič (décembre 2007).

Une Europe ouverte dans un monde multipolaire : l'expérience portugaise - Alvaro de Vasconcelos (octobre 2007).

Power to the People - Promoting Investment in Community-Owned and Micro-Scale Distributed Electricity Generation at the EU Level - Sheldon Welton (juin 2007).

Le vin et l'Europe : métamorphoses d'une terre d'élection - Aziliz Gouez, Boris Petric (avril 2007).

Intégration en Asie : le cas de l'industrie automobile - Heribert Dieter (juin 2007).

Financer l'Europe avec une véritable ressource propre : le point sur l'impôt européen - Jacques Le Cacheux (mai 2007).

L'Allemagne et l'Europe : nouvelle donne ou déjà vu ? Ulrike Guérot (décembre 2006)

L'Union fait la force : l'intégration régionale et commerciale en Amérique du Sud - Alvaro Artigas (décembre 2006).

L'impact des médias télévisés dans la campagne référendaire française de 2005 - Jacques Gerstlé (novembre 2006).

Plan B : comment sauver la Constitution européenne - Andrew Duff (octobre 2006).

Une présidence de transition ? Une vision nationale de la seconde présidence finlandaise de l'Union européenne, juillet-décembre 2006 - Teija Tiilikainen (juin 2006).

Quelle Europe en 2020 ? Contributions libres de douze intellectuels des nouveaux Etats-membres - Gaëtane Ricard-Nihoul, Paul Damm et Morgan Larhant (mai 2006).

Le système européen d'échange de quotas d'émission de CO2 - Coordonnée par Stephen Boucher en partenariat avec l'Université de Columbia (mai 2006).

La question de l'identité européenne dans la construction de l'Union - Aziliz Gouez, Marjorie Jouen et Nadège Chambon (janvier 2006).

Rapport sur l'intégration en Asie de l'Est : occasions présentées par une coopération économique avancée et obstacles prévisibles - Coordonnée par Heribert Dieter, avec les contributions de Jean-Christophe Defraigne, Richard Higgott et Pascal Lamy (janvier 2006).

Un médiateur honnête : la présidence autrichienne de l'Union - Sonja Puntischer-Riekmann, Isabella Eiselt et Monika Mokre (décembre 2005).

Constitution européenne et délibération : l'exemple des Focus Groups délibératifs à la veille du référendum du 29 mai 2005 - Henri Monceau (novembre 2005).

Le «non» Français du 29 mai 2005 : comprendre agir - Gaëtane Ricard-Nihoul (octobre 2005).

Pour un nouveau contrat social européen - Marjorie Jouen et Catherine Palpant (septembre 2005).

La présidence britannique de l'Union européenne placée sous le signe de l'efficacité - Anand Menon et Paul Riseborough (juin 2005).

Le budget européen : le poison du juste retour - Jacques Le Cacheux (juin 2005).

Vers un espace public européen ? les élections européennes de juin 2004 - Céline Belot et Brunon Cautrès (juin 2005).

Pourquoi ils ont voulu l'Europe - Jean-Louis Arnaud (mai 2005).

La ratification et la révision du Traité établissant une Constitution pour l'Europe - Henri Oberdorff (avril 2005).

Le Luxembourg aux commandes : détermination, expérience et abnégation - Mario Hirsch (décembre 2004).

Moteur malgré tout : les relations franco-allemandes et l'Union européenne élargie - Martin Koopman (novembre 2004).

L'Europe et ses think tanks : un potentiel inaccompli - Stephen Boucher, Diego Cattaneo, Juliette Ebelé, Benjamin Hobbs, Charlotte Laigle, Michele Poletto, Radoslaw Wegrzyn (octobre 2004).

La présidence néerlandaise de l'Union européenne en 2004 - Mendeltje Van Keulen et Monica Sie Dhian Ho (juin 2004).

Le regard des autres : le couple franco-allemand vu par ses partenaires - Matt Browne, Carlos Closa, Søren Dosenrode, Franciszek Draus, Philippe de Schoutheete, Jeremy Shapiro (avril 2004).

L'Europe élargie peut-elle être un acteur international influent ? - Franciszek Draus (février 2004).

Le Royaume-Uni et le traité constitutionnel européen : le pilotage par l'arrière - Anand Menon (janvier 2004).

L'Irlande et l'Europe : continuité et changement, la présidence 2004 - Brigid Laffan (décembre 2003).

L'attitude des Etats-Unis envers l'Europe : un changement de paradigme ? - Timo Behr (novembre 2003).

Dynamiser l'esprit de coopération euro-méditerranéen - Bénédicte Suzan (octobre 2003).

L'Italie, l'Union européenne et la présidence 2003 - Roberto Di Quirico (juillet 2003).

Les attitudes des européens et les relations transatlantiques entre 2000 et 2003 : une vision analytique - Anand Menon et Jonathan Lipkin (mai 2003).

Grands et petits Etats dans l'Union européenne : réinventer l'équilibre - Kalypso Nicolaïdis et Paul Mignette (mai 2003).

L'investissement direct vers les nouveaux Etats adhérents d'Europe centrale et orientale : ce que l'élargissement pourrait changer - Bérénice Picciotto (mai 2003).

La nouvelle architecture de l'Union européenne : une troisième voie franco-allemande ? - Renaud Dehousse, Andreas Maurer, Jean Nestor, Jean-Louis Quermonne et Joachim Schild (avril 2003).

Un nouveau mécanisme de coopération renforcée pour l'Union européenne élargie - Eric Philippart (mars 2003).

La Grèce, l'Union européenne et la présidence 2003 - George Pagoulatos (décembre 2002).

La question du gouvernement européen - Jean-Louis Quermonne (décembre 2002).

Le Conseil européen - Philippe de Schoutheete et Helen Wallace (septembre 2002).

Les Danois, l'Union européenne et la prochaine présidence - Søren Døsenrode (juin 2002)

Réformes sur la voie de la décentralisation pour trois pays d'Europe Centrale et Orientale candidats à l'adhésion, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque (1999-2001) - Michal Illner (juin 2002).

Les racines internes de la politique européenne de l'Espagne et la présidence espagnole en 2002 - Carlos Closa (décembre 2001).

La Convention pour l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux : une méthode d'avenir ? - Florence Deloche-Gaudez (décembre 2001).

L'approche fédérative de l'Union européenne ou la quête d'un fédéralisme européen inédit - Dusan Sidjanski (juillet 2001).

La présidence belge 2001 - Lieven de Winter et Huri Türsan (juin 2001).

Le débat suédois sur l'Europe - Olof Petersson (décembre 2000).

Un élargissement pas comme les autres ... Réflexions sur les spécificités des pays candidats d'Europe Centrale et Orientale - Franciszek Draus (novembre 2000)

Les Français et l'Europe, l'état du débat européen en France à l'ouverture de la présidence française - Jean-Louis Arnaud (juillet 2000).

Portugal 2000 : la voie européenne - Alvaro de Vasconcelos (janvier 2000).

Le débat intellectuel finlandais sur l'Union européenne - Esa Stenberg (août 1999).

Le système de la réserve fédérale américaine : fonctionnement et accountability - Axel Krause (avril 1999).

Réussir l'Union Economique et Monétaire - Partenariat Notre Europe - Centro Europa Ricerche (mars 1999).

Le débat intellectuel sur l'Europe au Royaume-Uni - Stephen George (octobre 1998).

Le Royaume-Uni dans l'Europe de demain - Centre for European Reform, Lionel Barber (avril 1998).

L'Europe sociale. Historique et état des lieux - Jean-Louis Arnaud (juillet 1997).

Les coopérations renforcées : une fausse bonne idée ? - Françoise de la Serre et Helen Wallace (septembre 97).

Déficit de croissance et chômage : le coût de la non-coopération - Pierre-Alain Muet (avril 1997).

Toutes nos publications sont disponibles sur notre site Internet : www.notre-europe.eu

Mentions légales

Avec le soutien de la Commission européenne : soutien aux entités actives au niveau européen dans le domaine de la citoyenneté européenne active.



La Commission européenne et Notre Europe ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le texte. La reproduction est autorisée moyennant mention de la source.

Notre Europe reçoit également le soutien financier du gouvernement français, de la Compagnia di San Paolo, de la Macif et du Grand Duché du Luxembourg.

Dépôt légal

© Notre Europe, juillet 2010